

Paris  
Toronto  
Shanghai  
Buenos Aires



*Département  
Opinion  
Publique*

# Primaires au PS

**Analyse de l'Ifop sur le vote des adhérents  
et les souhaits des sympathisants en faveur  
de Ségolène Royal**

Novembre 2006

# Note méthodologique.

Paris

Toronto

Shanghai

Buenos Aires



*Département  
Opinion  
Publique*

L'ensemble de ces données présentées ci-après sont extraites :

- ❑ d'un cumul des études réalisées à partir des cinq vagues d'enquêtes du Baromètre des Primaires réalisées en octobre et novembre 2006 auprès de cinq échantillons nationaux représentatifs de la population française. Au total, l'échantillon cumulé est constitué de 4886 interviewés, dont 1701 se déclarant proches du Parti Socialiste.
- ❑ des résultats des élections internes au Parti Socialiste dans le cadre de la consultation interne au sujet du référendum sur la Constitution Européenne et de la désignation du candidat du Parti Socialiste pour l'élection présidentielle de 2007.

## 1. La géographie du « Royalisme »

La géographie du « Royalisme » frappe d'abord par sa relativement grande homogénéité. On aperçoit certes quelques aspérités mais la vague d'adhésion à la candidature Royal n'a épargné que quelques rares territoires fabusiens pour la plupart, la Haute-Normandie, son fief, les Pyrénées-Orientales et la Haute Corse, zones restées fidèles à son courant. On relèvera aussi des départements du centre de la France historiquement très marqués à gauche (Allier, Cher, Puy-de-Dôme, Indre). A cela s'ajoute une bonne partie de l'Île-de-France dont Paris mais aussi, les Hautes-Pyrénées où est élu le jospiniste Jean Glavany et quelques départements de l'est de la France.

A l'inverse les zones de force de Ségolène Royal sont assez nombreuses. On observe ainsi un premier bloc compact autour des Deux-Sèvres et des autres départements de Poitou-Charentes, dont elle est la Présidente de région. Mais ce bloc comprend également la Vendée, terre d'élection de M. Auxiette Président de région, voisin et allié de longue date des Pays de Loire, la Mayenne et le Morbihan et plus au Sud, la Dordogne, le Lot-et-Garonne, la Haute Vienne et la Corrèze chère à François Hollande.

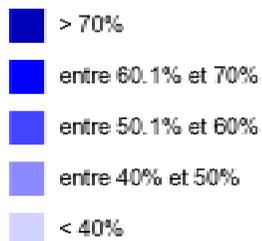
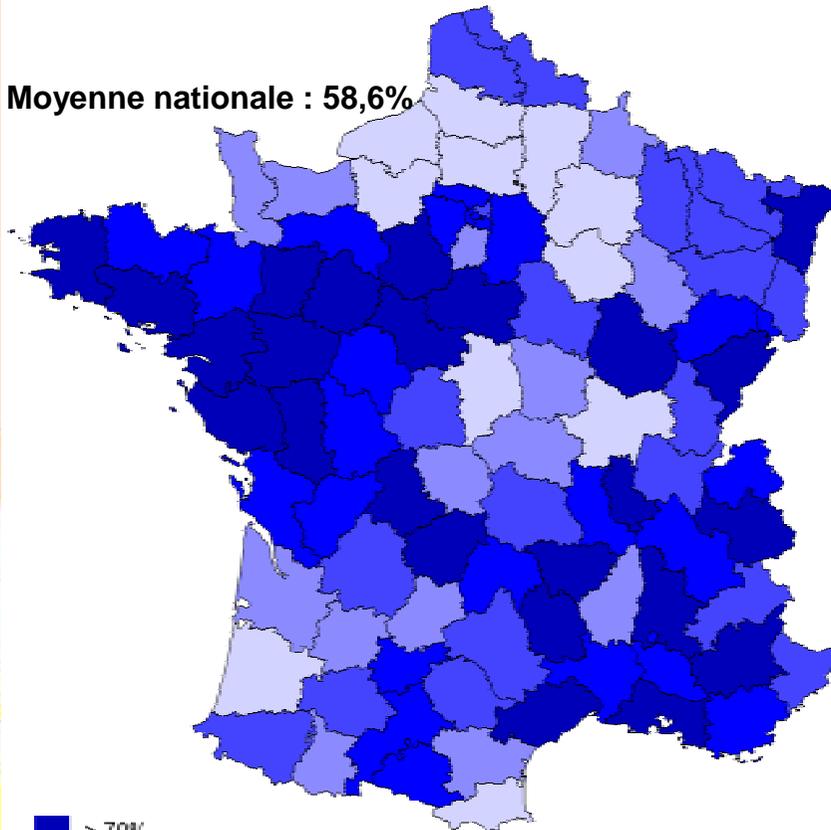
Un second bloc assez important se détache dans l'extrême sud de la France courant de l'Ariège aux Alpes-de-Haute-Provence, en passant par l'Aude (jadis fabusienne), l'Hérault, les puissantes Bouches-du-Rhône et le Var. Une excroissance de ce bloc est constitué par les départements de la Basse Vallée du Rhône et du Sud du Massif Central : Drôme, Ardèche, Haute-Loire et Lozère.

Enfin au centre-est, une troisième zone de force se dessine autour des départements de la Côte d'Or et de Saône-et-Loire (tenus respectivement par Messieurs Rebsamen et Montebourg) en agrégeant la Nièvre mitterrandiste, la Haute-Marne, le Jura, l'Ain et jusqu'aux deux Savoie.

# Résultats comparés des élections internes au Parti Socialiste

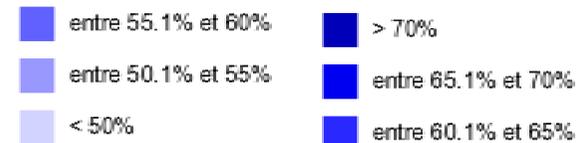
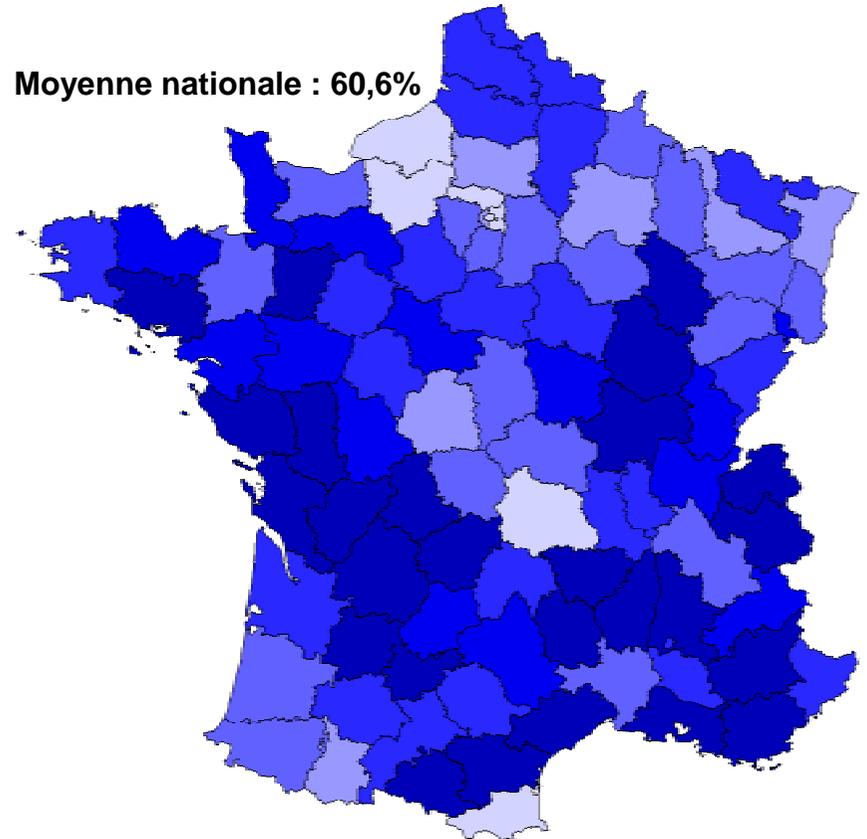
Le vote OUI des adhérents du PS à la consultation interne sur le référendum

Moyenne nationale : 58,6%



Le vote des adhérents du PS en faveur de Ségolène Royal lors des primaires de l'élection présidentielle

Moyenne nationale : 60,6%



Paris

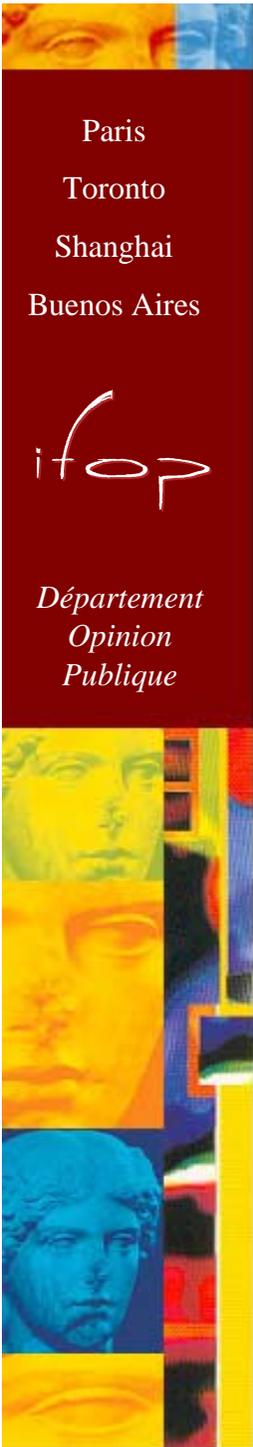
Toronto

Shanghai

Buenos Aires

ifop

Département  
Opinion  
Publique



Paris

Toronto

Shanghai

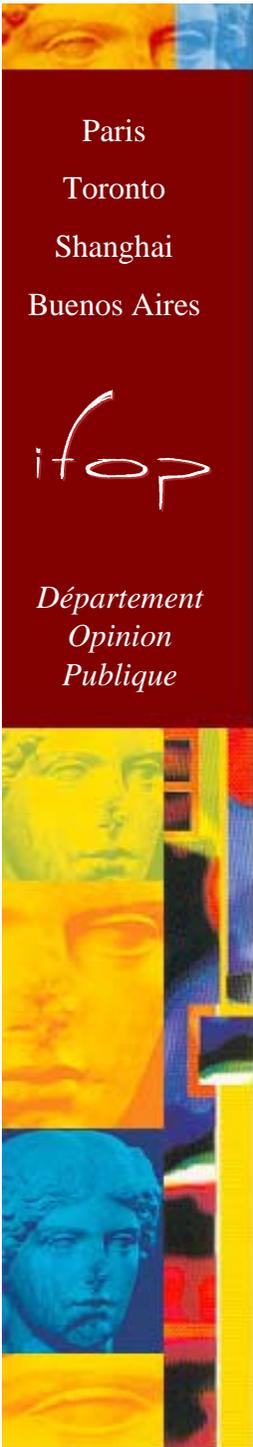
Buenos Aires



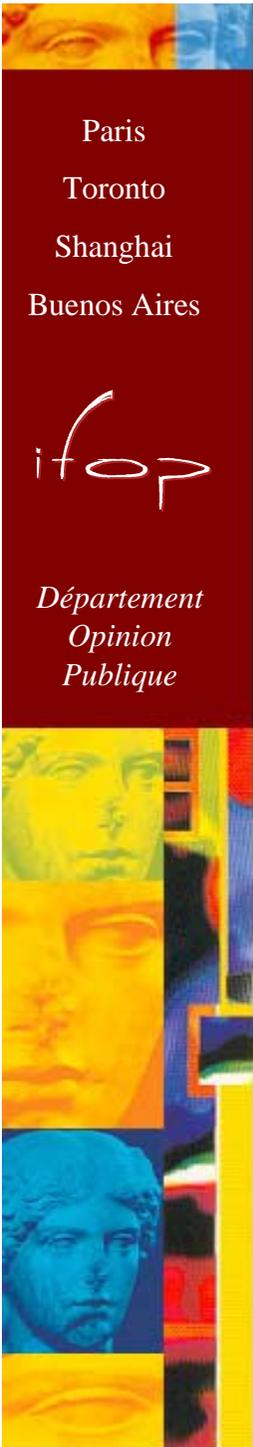
*Département  
Opinion  
Publique*

La géographie du Royalisme, ou tout le moins ses zones de forces et de faiblesses, peut donc en partie se lire en fonction de l'assise et de l'ampleur plus ou moins forte de différentes personnalités. Mais l'ampleur du phénomène ne serait se résumer au seul jeu des influences et des baronnies et ce d'autant plus que l'afflux des nouveaux adhérents (qui représentent un tiers du corps électoral) est venu diluer ce pouvoir local.

Ségolène Royal, partisane du Traité Constitutionnel Européen, a-t-elle alors bénéficié du soutien massif des fédérations qui avaient le plus voté « oui » lors du référendum interne et a-t-elle au contraire peiné dans les bastions du « non » ? La comparaison des deux cartes laisse entrevoir certaines ressemblances. Le Grand Ouest et Rhône-Alpes, terres traditionnellement pro-européennes, tout comme les légitimistes PACA et Nord-Pas-de-Calais qui s'étaient rangés dans le camp du « oui » ont apporté un large soutien à la candidate socialiste. De la même façon et en toute cohérence, les fiefs fabiusiens (Haute-Normandie, Pyrénées-Orientales, Haute-Corse) s'étaient déjà distingués par un fort vote « non » en 2004. Mais la correspondance est loin d'être parfaite et l'on détecte certaines anomalies. Ainsi, alors que l'Alsace et la Lorraine avaient fortement voté « oui », Ségolène Royal y enregistre des scores juste dans sa moyenne nationale. A l'inverse, elle effectue une bonne performance dans l'Aisne, la Somme (où est implanté Vincent Peillon) et surtout dans la Saône-et-Loire d'Arnaud Montebourg, 3 départements où le « oui » n'avait pourtant pas atteint les 40% à l'automne 2004.



Si la carte du « oui » au référendum interne, associée aux poids des influences locales, permettent d'esquisser les contours principaux de la géographie du royalisme, un autre élément à contribuer à la structurer. Il s'agit du fort soutien qu'a enregistré Ségolène Royal dans nombre de départements ruraux et de petites fédérations un peu partout sur le territoire : dans l'ouest (Manche, Orne, Mayenne), en Poitou-Charentes évidemment, mais aussi dans le sud-ouest (Dordogne, Lot-et-Garonne, Lot), le sud (Ariège, Lozère), le sud-est (Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Drôme ou Ardèche) ou bien encore dans l'est (Côte d'Or, Haute-Marne et Nièvre). Ces résultats contrastent avec les scores plus modérés obtenus à Paris et dans la petite couronne et également, mais dans une moindre mesure, avec ceux obtenus dans quelques départements abritant une grande agglomération : Haute-Garonne, Gironde, Isère, Rhône, Bas-Rhin, Ille-et-Vilaine dont les scores correspondent « juste » (mais cela représente déjà 60%...!) à la moyenne nationale.



Paris  
Toronto  
Shanghai  
Buenos Aires



*Département  
Opinion  
Publique*

Ces résultats nous amènent à nous interroger sur l'impact de l'afflux des « nouveaux adhérents » sur le score de Ségolène Royal. En d'autres termes, les fédérations qui ont vu leurs effectifs le plus gonfler sont-elles celles qui ont réservé les meilleurs résultats à la candidate ? La réponse est plutôt non car il ne se dégage pas de loi statistique claire. Ainsi à Paris ou dans les Hauts-de-Seine où les effectifs, déjà importants, ont été multipliés par 2,8 Ségolène Royal est largement en dessous de sa moyenne nationale (respectivement 47,5% et 53%). Est-ce un effet purement francilien ? On peut en douter puisque l'on retrouve le même phénomène dans le Bas-Rhin (54,7% alors que la taille de la fédération a été multipliée par 2,4), la Meurthe-et-Moselle (52,8% et une multiplication de 2,4 des effectifs), la Marne (53% pour un coefficient de 2,3) ou bien encore le Gard (57,4% avec des effectifs multipliés par deux). Les deux autres candidats ont, semble t-il, également profité localement de l'afflux des nouveaux adhérents qui ont été multipliés par 2,3 dans la Seine-Maritime fabusienne et par 2,5 dans le Val d'Oise Strauss-Kahnien. Et plus globalement, on peut penser que les relatives bonnes performances de Dominique Strauss-Kahn dans les grandes villes (où les adhésions ont été les plus nombreuses) s'expliquent en partie par le soutien d'une partie de ces « nouveaux adhérents urbains », les autres optant pour Ségolène Royal.

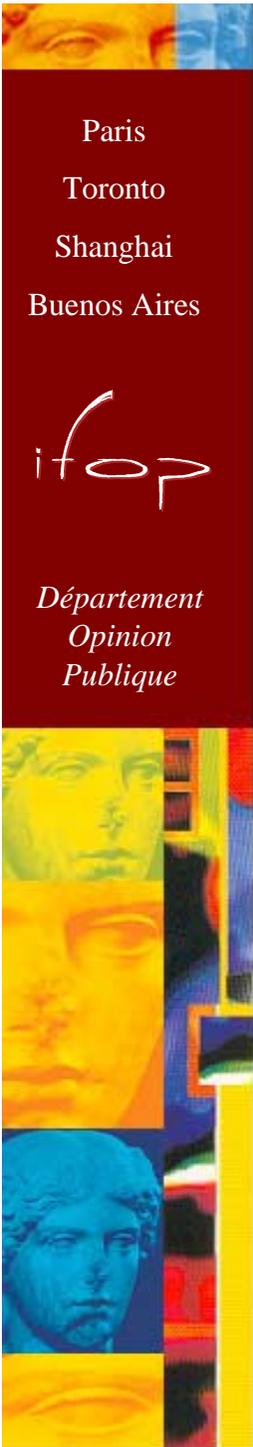
## 2. Vote des adhérents et souhaits des sympathisants : une étroite proximité

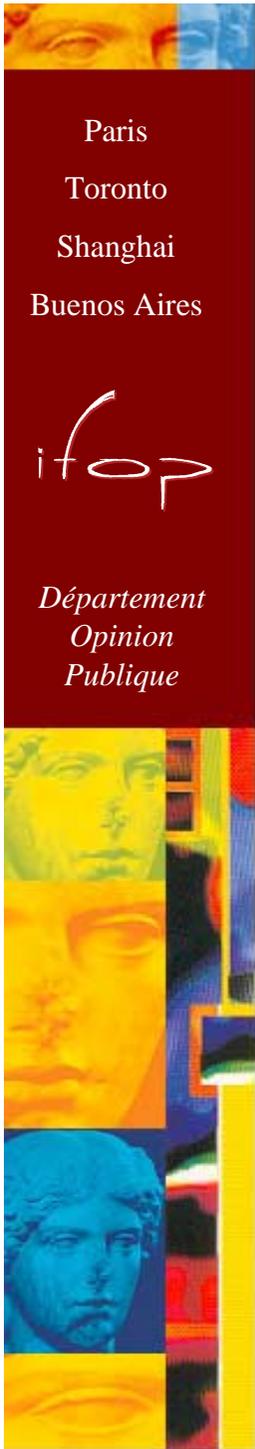
La correspondance entre les souhaits des sympathisants tels que mesurés par les enquêtes d'opinion et les rapports de force au sein des adhérents socialistes était l'une des grandes inconnues de cette campagne. Ce débat fut instrumentalisé par les différentes forces en présence au gré de leurs intérêts respectifs. La campagne étant maintenant terminée et les résultats connus, livrons-nous, sans polémique, à l'analyse des chiffres. Pour ce faire, nous avons cumulé les 5 dernières enquêtes réalisées par l'Ifop entre octobre et novembre et portant au total sur 1701 interviews de sympathisants socialistes.

Premier constat, le score moyen obtenu par Ségolène Royal sur ces cinq vagues d'enquêtes atteint 59% soit un score très proche de celui mesuré lors du vote des seuls adhérents, les écarts sont en revanche plus importants pour Dominique Strauss-Kahn (29%) et Laurent Fabius (9%) du fait notamment du poids du courant de ce dernier dans le parti.

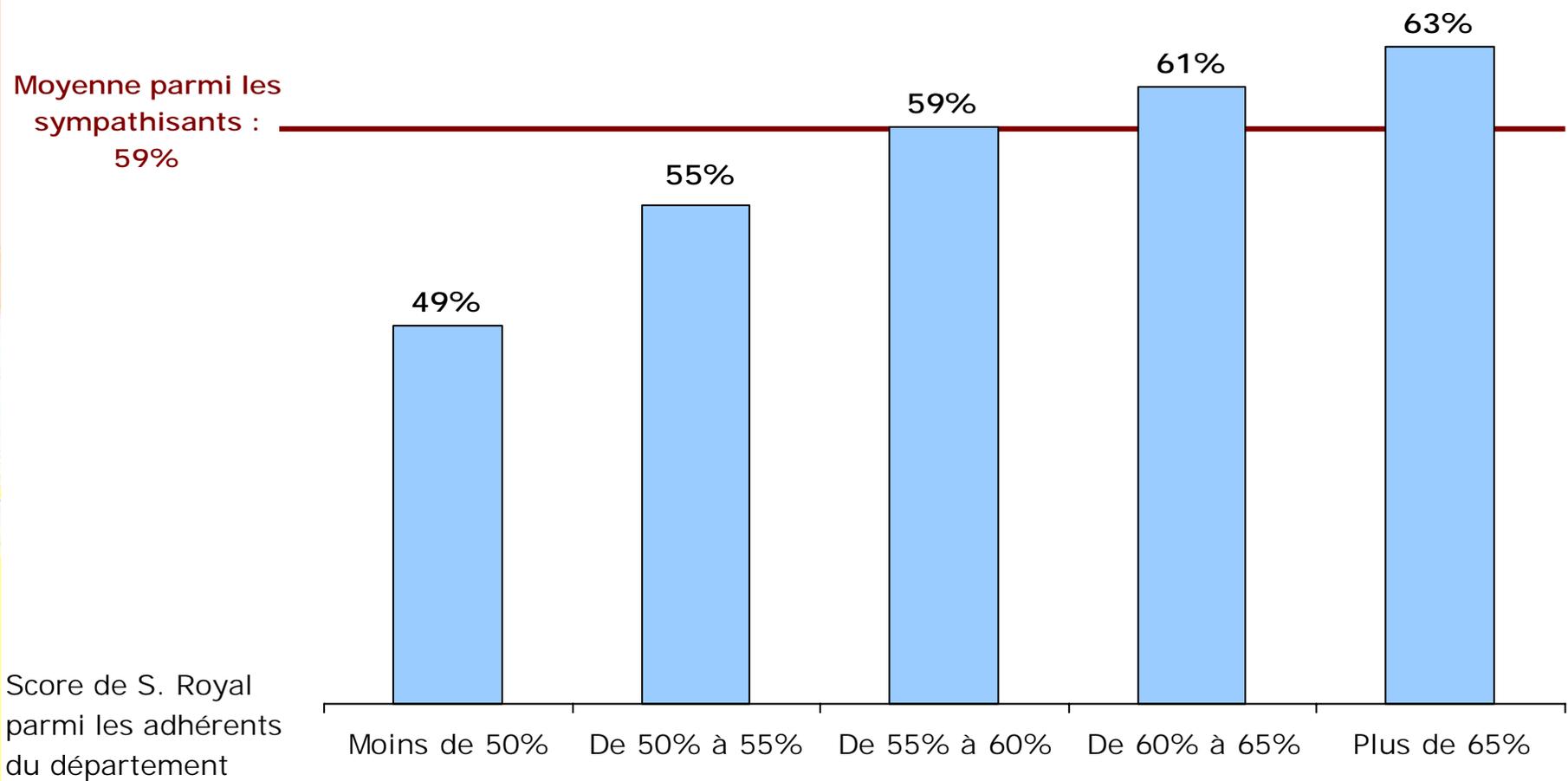
Second constat, la césure observée entre les espaces ruraux et la région parisienne et les grandes agglomérations se retrouve au niveau des sympathisants puisque Ségolène Royal recueillait 64% des souhaits de ceux vivant dans une commune rurale contre 63% parmi ceux résidant en milieu urbain et « seulement » 46% pour les sympathisants de l'agglomération parisienne.

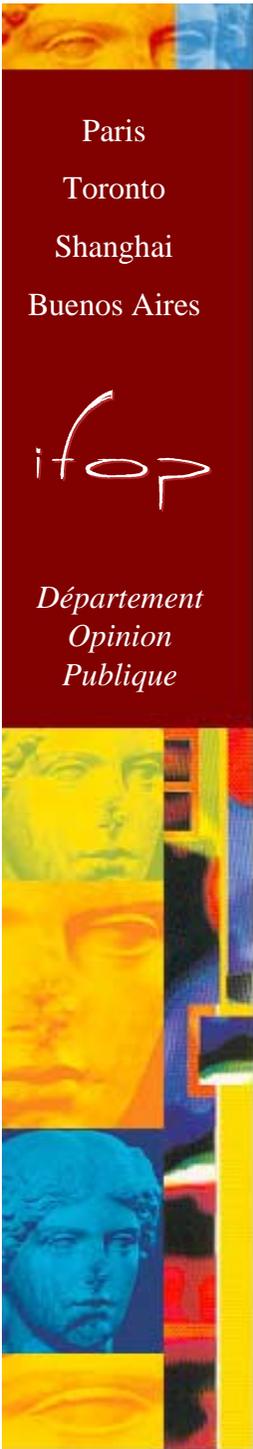
De la même façon, et comme on peut le voir sur le graphique suivant où l'on a regroupé les départements en strates en fonction du score obtenu par Ségolène Royal, on observe une correspondance quasi-parfaite au niveau départemental entre les souhaits des sympathisants et le vote des adhérents locaux. Plus le score de Ségolène Royal s'élève dans le parti et plus les souhaits des sympathisants de ces départements étaient forts.





# Le score de Ségolène Royal parmi les sympathisants en fonction du résultat observé départementalement lors du vote des adhérents





Paris

Toronto

Shanghai

Buenos Aires

ifop

Département  
Opinion  
Publique

Nous avons déjà mesuré lors du vote au référendum une certaine homologie (mais moins parfaite) entre les opinions des adhérents et des sympathisants au niveau local. On peut penser que l'arrivée des fameux « nouveaux adhérents » a renforcé cette proximité, ce qui a profité à Ségolène Royal mais aussi à Dominique Strauss-Kahn on l'a vu.

Cette proximité entre le vote des adhérents et les souhaits des sympathisants se confirme également lorsque l'on analyse les résultats selon le critère du vote au référendum européen. On a vu que la carte du vote Royal ne renvoyait que partiellement à celle du référendum interne. Ceci se retrouve parmi les sympathisants puisque Ségolène Royal mobilisait aussi bien (voire mieux) les anciens électeurs du « non » (59%) que ceux du « oui » (55%). Là réside sûrement un de ces avantages par rapport à ses deux concurrents, qui eux, ne sont pas parvenus à mobiliser aussi bien dans les deux camps : 38% parmi les tenants du « oui » contre 24% dans le camp du « non » pour Dominique Strauss-Kahn et inversement 13% parmi les sympathisants PS ayant voté « non » contre 5% pour les électeurs du « oui » pour Laurent Fabius. La candidature Royal a donc su fédérer les sympathisants par delà le clivage du référendum mais aussi bien au delà. Alors qu'on a beaucoup glosé sur le fait qu'elle soit une femme, on observe un score identique chez les hommes et chez les femmes et les variations en terme de tranche d'âge et de génération sont elles aussi minimales. Il n'en va pas de même en revanche au point de vue sociologique puisque si elle engrangea le soutien massif des sympathisants employés (65%) ouvriers (60%) et professions intermédiaires (59%), elle était en revanche moins forte parmi les cadres supérieurs (44%) chez qui Dominique Strauss-Kahn faisait quasiment jeu égal avec elle (41%) : ceci explique notamment les scores de l'agglomération parisienne et de plusieurs grands métropoles, où les cadres supérieurs sont surreprésentés. Et si Ségolène Royal compte s'appuyer comme elle l'a déclaré « sur la France des régions » dans le cadre de sa prochaine campagne, elle devra également veiller à s'assurer les suffrages de cette clientèle de gauche hyper urbaine.